

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Première session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 13–15 février 2012

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2012/8/3
2 février 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – ÉTHIOPIE 200365

Assistance alimentaire en faveur des réfugiés somaliens, érythréens et soudanais

Nombre de bénéficiaires	496 400
Durée du projet	36 mois (1 ^{er} avril 2012–31 mars 2015)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	358 158 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	173 204 411
Coût total pour le PAM	304 278 984

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODN*: M. S. Samkange tél.: 066513-2262

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Nairobi (Afrique orientale et centrale)

RÉSUMÉ

Depuis trente ans, l'Éthiopie accueille des réfugiés venus de pays voisins, fuyant principalement des troubles civils et la famine due à la sécheresse. Ces trois dernières années, le nombre de réfugiés nécessitant une assistance alimentaire a triplé, passant ainsi à 420 000 personnes, et l'on s'attend à ce que cet afflux continue. La plupart des réfugiés sont originaires de Somalie, mais ils comptent également dans leurs rangs de nombreux Soudanais et Érythréens.

La présente intervention prolongée de secours et de redressement maintient l'assistance alimentaire qu'offre le PAM pour répondre aux besoins nutritionnels essentiels des réfugiés accueillis dans des camps. Elle a été conçue à partir d'enquêtes et d'évaluations conjointes menées en 2010 et 2011 par le PAM, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Gouvernement éthiopien – par l'intermédiaire de l'Administration éthiopienne chargée des réfugiés et des rapatriés – et Médecins sans frontières.

Une évaluation conjointe de 2010 faisait état d'un taux de malnutrition aiguë globale de moins de 10 pour cent dans la plupart des camps de réfugiés, mais une enquête nutritionnelle conjointe menée en 2011 auprès de réfugiés somaliens vivant dans des camps de la région de Dolo a révélé des taux de malnutrition aiguë globale de près de 50 pour cent et des taux de malnutrition aiguë grave de 18 pour cent. Par ailleurs, l'évaluation d'impact et la mission d'évaluation conjointe ont établi que le peu de possibilités qu'avaient les réfugiés d'accéder à l'autonomie les rendait dans une large mesure tributaires de l'assistance humanitaire.

Le PAM continuera d'appuyer les réfugiés en organisant des distributions générales de vivres, une supplémentation alimentaire et des activités d'alimentation scolaire. Une supplémentation alimentaire généralisée sera mise en place là où les taux de malnutrition aiguë globale sont supérieurs à 15 pour cent. Une intervention non alimentaire de faible ampleur appuiera des activités génératrices de revenus et la remise en état de l'environnement dans les régions fragilisées par la présence de réfugiés, comme l'ont recommandé les responsables de l'évaluation d'impact et de la mission d'évaluation conjointe. En concertation avec le Haut-Commissariat et l'Administration chargée des réfugiés et des rapatriés – les principaux partenaires coopérants dans tous les camps de réfugiés – le PAM a renforcé ses partenariats avec les organisations non gouvernementales, lesquelles jouent dorénavant un rôle crucial dans la mise en œuvre des activités de supplémentation alimentaire et d'alimentation scolaire.

La présente intervention cadre bien avec les plans et stratégies des Nations Unies et du Gouvernement. Les activités sont conformes aux Objectifs stratégiques 1 et 3 du PAM¹, et contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3, 4, 5 et 7².

PROJET DE DÉCISION*

Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement Éthiopie 200365, "Assistance alimentaire en faveur des réfugiés somaliens, érythréens et soudanais" (WFP/EB.1/2012/8/3), qui est proposée.

¹ Objectifs stratégiques: 1 — Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; et 3 — Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition.

² Objectifs du Millénaire pour le développement: 1 — Réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2 — Rendre l'enseignement primaire universel; 3 — Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; 4 — Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans; 5 — Améliorer la santé maternelle; et 7 — Préserver l'environnement.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION ET SCÉNARIOS

Contexte

1. En dépit de son niveau de développement relativement faible et de l'insécurité alimentaire chronique qui y règne, l'Éthiopie accueille depuis trente ans d'importantes populations de réfugiés venus de pays voisins. Le nombre de réfugiés fluctue, beaucoup de personnes faisant des allers-retours selon l'évolution des conditions de sécurité dans leur pays d'origine.
2. Le nombre de réfugiés nécessitant une assistance alimentaire du PAM a plus que triplé en trois ans, pour franchir la barre des 400 000 personnes au début de l'année 2012, l'augmentation la plus forte ayant eu lieu en 2011. En novembre 2011, cinq camps étaient en place dans la région de Dolo, dans le sud-est de l'Éthiopie, afin d'accueillir 140 000 nouveaux réfugiés provenant du centre-sud somalien.
3. Les principales causes de ces afflux massifs sont les troubles civils en Somalie et la famine due à la sécheresse qui sévit dans le centre-sud du pays. Deux tiers des réfugiés enregistrés en Éthiopie sont Somaliens; certains étaient arrivés précédemment et avaient été accueillis dans la région de Jijiga. Beaucoup de réfugiés, parmi lesquels une proportion inquiétante de mineurs non accompagnés, continuent d'arriver d'Érythrée. Le conflit opposant l'armée soudanaise et le Mouvement populaire de libération du Soudan (branche Nord)³ dans les États du Nil bleu et du Kordofan méridional ont provoqué l'afflux en Éthiopie de près de 25 000 réfugiés en octobre 2011.
4. Les camps de réfugiés assurent des services sociaux élémentaires, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation. Au cours de l'année scolaire 2010/11, des activités d'alimentation scolaire ont été mises en œuvre dans six camps, au profit de 10 000 enfants réfugiés.
5. La mission d'évaluation conjointe de 2010⁴ a fait apparaître que l'utilisation de bois de feu pour la cuisson et le manque de sources d'énergie de substitution constituaient les principaux problèmes auxquels devaient faire face les réfugiés et les communautés hôtes. La dégradation de l'environnement est manifeste autour des camps de réfugiés et elle s'aggrave malgré les activités de reboisement et de remise en état entreprises dans certains camps. La collecte de bois de feu est une source importante de combustible et de revenu pour les réfugiés et la communauté hôte, mais c'est aussi une source de tension.

Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

6. En dépit d'une économie en croissance, l'insécurité alimentaire reste forte en Éthiopie, surtout en raison de la superficie modeste des parcelles agricoles, à laquelle s'ajoutent la dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale – l'irrigation étant limitée – la faible fertilité du sol et le recours insuffisant aux intrants agricoles ou aux machines. Près de 8 millions

³ À ne pas confondre avec le Mouvement populaire de libération du Soudan; le Mouvement populaire de libération du Soudan (branche Nord) est un parti politique interdit au Soudan. Dans les États du Nil bleu et du Kordofan méridional, sa branche armée, l'Armée populaire de libération du Sud (branche Nord), combat le Gouvernement de la République du Soudan.

⁴ PAM/HCR/Administration éthiopienne chargée des réfugiés et des rapatriés (ARRA). Mission d'évaluation conjointe, mars 2011. Addis-Abeba.

de personnes souffrent d'insécurité alimentaire chronique, et 4,5 millions ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence en 2011⁵.

7. Bien que l'Éthiopie leur offre asile et protection, les réfugiés ont un accès restreint aux terres agricoles, à l'emploi salarié et aux autres possibilités de revenus existant à l'extérieur des camps. La plupart utilisent les petits jardins d'arrière-cour dont ils disposent dans les camps pour cultiver des légumes et de faibles quantités de céréales; ce jardinage est encouragé, même s'il contribue peu à la sécurité alimentaire du fait de la rareté de l'eau et de l'irrigation⁶. De manière générale, les réfugiés n'ont guère de possibilités de répondre ne serait-ce qu'à certains de leurs besoins alimentaires essentiels avec leur propre production.
8. Alors que les taux de malnutrition aiguë globale sont restés inférieurs à 10 pour cent⁷ dans la majorité des camps de réfugiés, ils ont été bien supérieurs dans les camps établis plus récemment dans la région de Dolo. L'enquête sanitaire et nutritionnelle conjointe menée en mars/avril 2011 dans les camps de réfugiés de Bokolmanyo et de Malkadida a fait état d'un taux de malnutrition aiguë globale de 33 pour cent environ et d'un taux de malnutrition aiguë grave de plus de 11 pour cent⁸. Une autre enquête nutritionnelle, conduite dans les camps de Kobe et de Hilaweyn en octobre/novembre 2011, a relevé un taux de malnutrition aiguë globale avoisinant 50 pour cent et un taux de malnutrition aiguë grave de 18 pour cent⁹. Ces taux très élevés de malnutrition aiguë globale sont principalement dus au mauvais état sanitaire et nutritionnel des réfugiés avant leur arrivée aux camps, ainsi qu'aux maladies contractées dans les camps.
9. Les investissements dans l'éducation sont restés modestes dans les camps de réfugiés. La mission d'évaluation conjointe de 2010 recommandait de renforcer les activités d'alimentation scolaire afin de les rendre plus faciles d'accès et de réduire les disparités entre filles et garçons; ce type d'activités incite les enfants réfugiés à fréquenter l'école.

Scénario

10. Devant la persistance du conflit civil en Somalie, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Gouvernement s'attendent à une poursuite de l'afflux de réfugiés dans la région de Dolo. On prévoit que les effectifs de réfugiés érythréens augmenteront aussi en raison de la dégradation générale de la situation socioéconomique dans leur pays. On espérait qu'à la suite de l'indépendance de la République du Soudan du Sud en juillet 2011, la plupart des Soudanais réfugiés dans l'ouest de l'Éthiopie retourneraient progressivement dans leur pays natal. Or, le conflit qui a éclaté récemment dans les États du Nil bleu et du Kordofan méridional semble exclure une grosse vague de

⁵ Gouvernement éthiopien. Besoins humanitaires – 2011. Document conjoint des partenaires gouvernementaux et humanitaires, juillet 2011. Addis-Abeba.

⁶ Mission d'évaluation conjointe de 2010.

⁷ Malnutrition aiguë globale mesurée au regard de l'écart réduit du rapport poids/taille. Rapport de l'enquête nutritionnelle conjointe réalisée par le HCR, le PAM et l'ARRA en 2010. Addis-Abeba.

⁸ Rapport de l'enquête sanitaire et nutritionnelle conjointe réalisée par le HCR, le PAM, l'ARRA et Médecins sans frontières-Espagne du 22 mars au 2 avril 2011. Addis-Abeba.

⁹ HCR/ARRA/PAM/Fonds des Nations Unies pour l'enfance/GOAL. Rapport de l'enquête sanitaire et nutritionnelle menée dans les camps de Kobe et de Hilaweyn, Dolo Ado Woreda, État régional somalien d'Éthiopie, décembre 2011.

retours au Soudan pour le moment. D'ici à 2015, on s'attend à ce que le nombre total de réfugiés atteigne 496 400 personnes¹⁰.

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET D'AUTRES INTERVENANTS

Gouvernement

11. La relation établie entre l'Administration éthiopienne chargée des réfugiés et des rapatriés (ARRA) et le PAM est régie par des accords locaux.
12. En 2010, la politique régissant la sortie des camps a été révisée¹¹, permettant aux réfugiés de vivre partout en Éthiopie sous réserve qu'ils puissent subvenir financièrement à leurs besoins grâce à des proches ou des amis. Les principaux bénéficiaires de cette politique sont les réfugiés érythréens, car les autres nationalités avaient déjà été autorisées à quitter les camps.

Autres intervenants

13. Le HCR et le Bureau du PAM en Éthiopie collaborent dans le cadre d'un mémorandum d'accord global. Les organisations non gouvernementales (ONG) ont renforcé leur soutien en faveur des organismes des Nations Unies et du Gouvernement depuis 2011, année marquée par l'afflux dans les camps de Dolo de réfugiés somaliens souffrant de malnutrition grave. Le Gouvernement autorise les ONG à mener des activités de supplémentation alimentaire généralisée et ciblée dans tous les camps de Dolo. Les principales ONG partenaires des interventions nutritionnelles sont Save the Children États-Unis d'Amérique (SC-US), International Medical Corps (IMC), Action contre la faim (ACF) et GOAL. Les principales ONG partenaires des interventions d'alimentation scolaire sont SC-US, World Vision International (WVI) et le Comité international de secours.

Coordination

14. La coordination de l'assistance aux réfugiés est la responsabilité première de l'ARRA. Le HCR, l'ARRA, le PAM et leurs principales ONG partenaires se réunissent une fois par semaine pour se concerter sur les questions de gestion générale des camps, de nutrition et de santé et sur les problèmes liés au VIH et aux filières d'approvisionnement. Des réunions sectorielles sont organisées sur les questions relatives à la nutrition, à l'éducation, aux moyens de subsistance et à l'environnement. Les problèmes des réfugiés sont également examinés lors des réunions de l'équipe de pays humanitaire auxquelles participent des donateurs, des organismes des Nations Unies et des ONG.

¹⁰ Estimation réalisée en tenant compte d'un accroissement naturel de la population de 3 pour cent et des nouvelles arrivées prévues (communication interne PAM/HCR/ARRA).

¹¹ *ARRA Update*, vol. IV, n° XVI, p. 2 à 5, juillet-septembre 2010. Addis-Abeba.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

15. L'objectif général de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200365 est de répondre aux besoins nutritionnels essentiels des réfugiés. L'IPSR contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3, 4, 5 et 7. Les objectifs spécifiques de l'intervention sont les suivants:
- permettre aux réfugiés d'atteindre un niveau minimal de sécurité alimentaire (Objectif stratégique 1);
 - traiter et réduire la malnutrition aiguë chez les enfants, les femmes enceintes, les mères allaitantes et d'autres réfugiés vulnérables ayant des besoins nutritionnels particuliers (Objectif stratégique 1);
 - stabiliser les taux de scolarisation des réfugiés, filles et garçons, dans les écoles appuyées par le PAM (Objectif stratégique 3); et
 - renforcer les moyens de subsistance des réfugiés et des communautés hôtes dans les situations de transition fragiles (Objectif stratégique 3).

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'assistance apportée à ce jour en matière de sécurité alimentaire

16. Le PAM fournit une assistance alimentaire aux réfugiés et aux rapatriés en Éthiopie depuis les années 80. Cette aide a consisté principalement à distribuer des rations générales, des rations de supplémentation et des rations d'alimentation scolaire. L'IPSR 101273 (janvier 2009-mars 2012) comportait une intervention non alimentaire de faible ampleur destinée à appuyer les activités génératrices de revenus liées à la remise en état de l'environnement dans les régions subissant les conséquences de la présence de réfugiés, de façon à compléter les ressources des partenaires.
17. Les afflux massifs de réfugiés originaires de Somalie ont nécessité plusieurs révisions de l'IPSR 101273, faisant passer le nombre de réfugiés bénéficiaires de l'assistance alimentaire de 130 000 à 420 000 et permettant au PAM de renforcer ses interventions nutritionnelles dans les camps de Dolo.
18. Le PAM continuera à soutenir les réfugiés à travers l'IPSR 200365. Il s'inspirera des enseignements dégagés dans le cadre de l'IPSR 101273 et des recommandations formulées à l'occasion de l'évaluation d'impact conjointe¹², lesquelles appelaient à l'élaboration d'une stratégie axée sur les moyens de subsistance et l'environnement qui permettrait de trouver sur le plan local des solutions durables pour les réfugiés, en s'intéressant à d'autres formes d'assistance alimentaire et en renforçant les effets de synergie des activités mises en œuvre dans le cadre des programmes du PAM.

¹² TANGO International. *The Contribution of Food Assistance to Durable Solutions in Protracted Refugee Solutions: Its Impact and Role, Ethiopia*. Évaluation d'impact reposant sur une méthode mixte, septembre 2011, réalisée à la demande du PAM et du HCR (réf.: OE/2011/026).

Grands axes de la stratégie

⇒ *Secours*

19. Tous les réfugiés établis dans des camps bénéficieront de distributions générales de vivres, qui seront complétées par une supplémentation alimentaire pour les groupes vulnérables ciblés. Les enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition modérée recevront des rations à emporter de suppléments nutritionnels prêts à consommer. Les personnes nécessitant des soins, les femmes enceintes et les mères allaitantes qui auront été orientées par un médecin, et d'autres personnes souffrant de malnutrition, comme les personnes âgées et les personnes handicapées, recevront des rations de supplémentation prémélangées. Dans les camps où la malnutrition aiguë globale dépasse 15 pour cent, une supplémentation alimentaire généralisée à base d'aliments mélangés enrichis sera mise en place au bénéfice de tous les enfants de 6 à 59 mois.
20. L'appui nutritionnel en faveur du traitement des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes souffrant de malnutrition modérée sera assuré dans tous les camps par l'ARRA et d'autres partenaires, dans le cadre du programme de supplémentation alimentaire ciblée.
21. Le HCR et ses ONG partenaires gèrent des centres d'alimentation thérapeutique dans les camps, fournissant à travers des programmes communautaires du lait thérapeutique et du Plumpy'nut[®] aux enfants qui souffrent de malnutrition grave.

⇒ *Redressement accéléré*

22. Tous les enfants inscrits dans les écoles primaires de réfugiés recevront une collation chaude en milieu de matinée ou d'après-midi. Plus de 14 camps devraient profiter de l'alimentation scolaire, ce qui porterait à 69 500 le nombre d'élèves bénéficiaires; cela serait fait en partenariat avec le HCR, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et des ONG. Le PAM s'emploie à élargir ces activités aux enfants d'âge préscolaire dans les camps de réfugiés qui disposent des installations voulues et où des ONG partenaires qualifiées sont présentes. Les contributions des partenaires aideront à améliorer la qualité de l'instruction et des équipements scolaires, ce qui bénéficiera aux enfants.
23. Les activités génératrices de revenus et les interventions environnementales ciblant les réfugiés et les communautés locales visent à prévenir les conflits, le PAM apportant un soutien financier et technique aux partenaires. Ces activités comprennent l'apiculture, la plantation d'arbres fruitiers et la création de jardins potagers. Les principales priorités des interventions environnementales seront l'économie d'énergie, au moyen de la fourniture de fourneaux à bon rendement énergétique, ainsi que la restauration d'environnements dégradés autour des camps de réfugiés érythréens dans le nord de l'Éthiopie et des camps de réfugiés somaliens dans la région de Jijiga. Le PAM et les partenaires prévoient de mettre en place des dispositifs adaptés, combinant l'utilisation d'autres sources de bois de feu et la remise en état de l'environnement à travers l'initiative pour un accès sans risque au bois de feu et à d'autres sources d'énergie (SAFE)¹³.
24. Les partenariats visant à mettre en œuvre les programmes seront renforcés, et le PAM passera des accords avec des ONG par le truchement de l'ARRA. Le PAM couvrira les coûts afférents à la formation et à la fourniture d'outils agricoles, de semences, de fourneaux économes en combustible et d'autres intrants.

¹³ Comité permanent interorganisations/PAM/HCR. *Safe Access to Firewood and Alternative Energy in Ethiopia*. Rapport d'évaluation préalable. 4–18 novembre 2010.

⇒ *Questions transversales*

25. Pour améliorer chez les réfugiés les habitudes de consommation et les pratiques d'alimentation des nourrissons, le PAM continuera d'aider l'ARRA à employer des femmes réfugiées comme agents de vulgarisation nutritionnelle. Celles-ci diffuseront des messages sur la nutrition, assureront le suivi des pratiques d'alimentation des nouveau-nés et des nourrissons, et conseilleront les ménages sur l'utilisation des produits alimentaires. Le PAM a évalué les activités de ces agents à la fin de l'année 2010, conclu qu'ils remplissaient une fonction très utile et préconisé d'étendre et de renforcer leur rôle dans les camps.
26. Le PAM conduira un projet pilote de mouture et d'enrichissement à l'échelle locale de céréales destinées aux rations incluses dans les distributions générales de vivres. Ce projet devrait améliorer la consommation alimentaire et l'état nutritionnel des populations de réfugiés.
27. Le PAM veillera à rétablir et à renforcer la sensibilisation au VIH et à d'autres problèmes sanitaires à l'intention de toutes les parties prenantes, y compris le personnel humanitaire et les travailleurs des transports.
28. Les activités du PAM concordant avec sa politique en matière de problématique hommes-femmes sont les suivantes:
 - fournir une supplémentation alimentaire ciblée répondant aux besoins nutritionnels spécifiques des femmes enceintes et des mères allaitantes;
 - s'assurer que les femmes et les hommes bénéficient pareillement des activités visant à générer des revenus et à remettre en état l'environnement, et y participent à égalité;
 - faire en sorte que les femmes et les hommes soient représentés de manière paritaire au sein des comités de distribution de vivres et des autres organismes locaux participant à l'exécution des programmes;
 - promouvoir le rôle des femmes comme destinataires des bons à utiliser lors des distributions générales de vivres; et
 - renforcer les connaissances des femmes et des hommes réfugiés grâce à la formation à la nutrition, aux pratiques d'alimentation des nourrissons et aux habitudes de consommation alimentaire.
29. Le PAM traitera les questions liées à la violence à l'égard des femmes et à la protection des réfugiés et des communautés hôtes, en étroite collaboration avec le HCR et l'ARRA.
30. En partenariat avec l'ARRA, le PAM étudiera la solution de l'utilisation de bons et de transferts monétaires, pour décider s'il convient de la mettre en œuvre à titre expérimental dans certaines régions.

Stratégie de transfert des responsabilités

31. L'Éthiopie demeure une terre d'asile généreuse, mais le Gouvernement ne permet pas encore l'intégration des réfugiés. Le PAM et ses partenaires porteront assistance aux réfugiés tant que les situations qui les ont forcés à fuir leur pays d'origine n'auront pas été réglées. Les problèmes inextricables que connaissent les pays voisins rendent incertaine la mise en place de solutions durables pour les réfugiés somaliens et érythréens. Le rapatriement des réfugiés soudanais pourrait être envisagé au cours de la période de mise en œuvre de l'IPSR, si les réfugiés estiment que la situation est suffisamment pacifique pour qu'ils puissent rentrer chez eux.

32. La plupart des réfugiés devraient rester en Éthiopie et demeureront tributaires de l'assistance alimentaire pendant quelque temps. Les activités visant à promouvoir la génération de revenus et l'amélioration de l'assortiment alimentaire grâce aux jardins potagers pourraient aider à renforcer l'autosuffisance.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

33. Le HCR et l'ARRA déterminent le statut des réfugiés en Éthiopie; ils enregistrent conjointement les bénéficiaires à mesure qu'ils arrivent et procèdent à des exercices de validation afin d'établir avec précision les effectifs de réfugiés dans les camps. Tous les réfugiés enregistrés par le HCR et l'ARRA, hormis ceux qui choisissent de résider dans des centres urbains, reçoivent des rations générales mensuelles distribuées par le PAM.

34. Les chiffres prévus concernant les bénéficiaires pour 2012–2015 (tableau 1) reposent sur les projections communiquées par le HCR et l'ARRA, qui tiennent compte de l'accroissement naturel de la population et des nouvelles arrivées attendues. Le PAM prévoit d'aider au maximum 496 400 réfugiés au cours de cette IPSR. L'estimation du nombre d'interventions nutritionnelles est fondée sur la prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans et sur le nombre de femmes enceintes et de mères allaitantes calculé à partir de prévisions démographiques.

35. Actuellement, les populations de réfugiés en Éthiopie comptent 67 pour cent de Somaliens, 21 pour cent d'Érythréens et 11 pour cent de Soudanais, le 1 pour cent restant étant des Borenas du Kenya et des réfugiés originaires d'autres pays¹⁴. La majorité des réfugiés sont jeunes; 60 pour cent ont moins de 18 ans. Les ménages monoparentaux représentent 50 pour cent de la population totale de réfugiés.

Activité	Hommes/garçons	Femmes/filles	Total
Distributions générales de vivres	**253 100	243 300	496 400
Supplémentation alimentaire ciblée (enfants de 6 à 59 mois)	7 300	6 900	14 200
Supplémentation alimentaire ciblée (femmes enceintes et mères allaitantes)	–	24 800	24 800
Supplémentation alimentaire généralisée (enfants de 6 à 23 mois)	12 600	12 200	24 800
Alimentation scolaire	34 750	34 750	69 500
Activités de promotion des moyens de subsistance***	20 000	30 000	50 000
TOTAL****	253 100	243 300	496 400

* Nombre maximal de bénéficiaires sur la période de trois ans. Les besoins alimentaires sont calculés sur la base d'estimations mensuelles.

** Les hommes/garçons sont plus nombreux que les femmes/filles, car la plupart des réfugiés érythréens vivant dans la région du Tigray sont des célibataires de sexe masculin.

*** Nombre total de bénéficiaires sur la période de trois ans.

**** Les bénéficiaires ne sont pris en considération qu'une seule fois afin d'éviter de compter deux fois des personnes concernées par plusieurs activités.

¹⁴ HCR, *Ethiopia Population of Concern*, 31 août 2011, Addis-Abeba.

CONSIDÉRATIONS D'ORDRE NUTRITIONNEL ET RATIONS

36. Étant donné que les réfugiés n'ont guère, voire pas du tout, accès aux terres agricoles ou aux possibilités de génération de revenus, leurs capacités d'autonomie sont extrêmement limitées, et ils sont en grande partie tributaires des rations alimentaires mensuelles fournies par le PAM.
37. L'assortiment alimentaire actuel des distributions générales de vivres destinées aux réfugiés se compose de six produits: céréales, légumes secs, aliments mélangés enrichis, huile végétale, sucre et sel. La ration est conforme aux directives du PAM relatives à la teneur en énergie, en protéines, en matières grasses essentielles et en micronutriments.
38. Les céréales sont distribuées à l'état de grains. Le PAM continuera d'apporter des quantités de céréales supérieures d'environ 20 pour cent aux besoins journaliers minimaux afin de compenser les dépenses de meunerie supportées par les réfugiés¹⁵. Une opération pilote sera lancée par l'intermédiaire de partenaires locaux en vue de fournir de la farine enrichie en micronutriments produite localement et de réduire cette allocation compensatrice.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES, PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)

	Ration générale	Rations d'arrivée/ de transit	Supplémentation alimentaire généralisée (enfants de 6 à 23 mois)	Supplémentation alimentaire ciblée (enfants de 6 à 59 mois)	Supplémentation alimentaire (femmes enceintes et mères allaitantes)	Alimentation scolaire
Céréales*	450	–	–	–	–	–
Supercereal	50	–	–	–	200	100
Légumes secs	50	–	–	–	–	–
Huile végétale	30	–	–	–	25	–
Sucre	15	–	–	–	20	20
Sel (iodé)	5	–	–	–	–	–
Biscuits à haute teneur énergétique	–	300	–	–	–	–
Supercereal Plus	–	–	200	–	–	–
Suppléments nutritionnels prêts à consommer (Plumpy'Sup®)**	–	–	–	92	–	–

¹⁵ Le rapport de la dernière mission d'évaluation conjointe en date indique que les réfugiés utilisent une partie des vivres pour régler leurs dépenses de meunerie.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES, PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)						
	Ration générale	Rations d'arrivée/ de transit	Supplément alimentaire généralisée (enfants de 6 à 23 mois)	Supplément alimentaire ciblée (enfants de 6 à 59 mois)	Supplément alimentaire (femmes enceintes et mères allaitantes)	Alimentation scolaire
Supplément nutritionnel à base de lipides (Nutributter®)***	–	–	20	–	–	–
TOTAL	600	300	200	92	245	120
Total kcal/jour	2 168	1 350	840	500	1 105	482
% de kcal d'origine protéique	13,8	–	16	10,4	10,6	12,2
% de kcal d'origine lipidique	16,7	–	9	60,7	31,8	13,1
Nombre de jours d'alimentation par an	90-180	–	90-180	60-90	90-180	****220

* La ration de 450 g de céréales est augmentée de 20 pour cent pour compenser les dépenses de meunerie des réfugiés.

** Ces rations sont réservées aux enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition modérée.

*** Ce supplément nutritionnel à base de lipides va être utilisé à titre expérimental dans un ou deux camps. La ration est de 20 g/jour pour les enfants de 6 à 23 mois. Ce supplément n'est pas compris dans les calculs en grammes et en kilocalories.

**** L'alimentation scolaire est assurée 22 jours par mois pendant dix mois.

39. Le supplément nutritionnel prêt à consommer Plumpy'Sup® sera distribué aux enfants ciblés âgés de 6 à 59 mois¹⁶. Un prémélange de Supercereal, d'huile et de sucre sera distribué aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux autres groupes vulnérables. Le mélange Supercereal Plus sera utilisé dans le cadre d'une supplémentation alimentaire généralisée pour prévenir la dénutrition chez les enfants âgés de 6 à 23 mois vivant dans des camps où les taux de malnutrition aiguë globale excèdent 15 pour cent.

40. Conformément à l'accent mis par le PAM sur la prévention de la dénutrition durant les 1 000 premiers jours de la vie, allant de la conception à l'âge de 2 ans, et à l'initiative prise par le Gouvernement pour lutter contre le retard de croissance, la présente IPSR prévoit des activités pilotes visant à prévenir le retard de croissance et les carences en micronutriments dans les camps. En collaboration avec l'ARRA et d'autres partenaires, le PAM fournira un supplément nutritionnel à base de lipides, le Nutributter®, parallèlement à des conseils nutritionnels sur les pratiques d'alimentation optimales. Sur la base des résultats de cette expérience, les activités pourront être étendues à d'autres enfants âgés de 6 à 23 mois.

41. Des biscuits à haute teneur énergétique (300 g/personne/jour) seront distribués à tous les nouveaux réfugiés pendant quelques jours après leur arrivée, aux points de pré-enregistrement ou d'entrée ou au cours de leur transit, en attendant qu'ils reçoivent leurs premiers repas chauds et qu'ils soient transférés vers les centres de transit.

¹⁶ La durée de traitement de trois mois sera révisée à la baisse si possible, en fonction des résultats des opérations de secours d'urgence en cours.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES, PAR ACTIVITÉ (en tonnes)

	Alimen- tation générale	Ration d'arrivée/ de transit	Supplém- tation alimentaire ciblée (enfants de 6 à 59 mois)	Supplém- tation alimentaire ciblée (femmes enceintes, mères allaitantes et autres bénéficiaires)	Supplém- tation alimentaire généralisée (enfants de 6 à 23 mois)	Alimen- tation scolaire	Total
Céréales	266 316						266 316
Supercereal	24 659			4 932		41 228	33 818
Légumes secs	24 659						24 659
Huile végétale	14 795			616			15 412
Sucre	7 398			493		846	8 736
Sel (iodé)	2 466						2 466
Biscuits à haute teneur énergétique		120					120
Supercereal Plus					4 932		4 932
Supplément nutritionnel prêts à consommer (Plumpy'Sup®)*			1 299				1 299
Supplément nutritionnel à base de lipides (Nutributter®)					400		400
TOTAL	340 412	120	1 299	6 041	5 332	5 073	358 158

DISPOSITIF D'EXÉCUTION

Participation

42. Tous les camps disposent de comités centraux de réfugiés qui assurent la liaison entre ces derniers et l'ARRA, le HCR, le PAM et les autres partenaires. Les comités de gestion/de distribution des vivres de chaque camp se composent de dix membres chargés spécifiquement des questions touchant les vivres. Si les hommes sont plus nombreux dans les comités centraux de réfugiés, la parité hommes-femmes est respectée dans les comités de gestion des vivres. Ces derniers aident l'ARRA à organiser et à gérer les distributions mensuelles de vivres en sélectionnant parmi les réfugiés des personnes chargées de canaliser la foule ou de constituer les rations et en réalisant d'autres tâches importantes afin que les distributions de vivres se déroulent sans incident.

Partenaires

43. Dans le cadre de cette IPSR, les principaux partenaires coopérants du PAM sont l'ARRA, le HCR et des ONG. L'ARRA est responsable de la sécurité et de la gestion des camps, ainsi que de la réception, du stockage et de la distribution, dans tous les camps, des vivres fournis par le PAM. À la suite de l'afflux massif de réfugiés somaliens dans les camps de Dolo au milieu de l'année 2011, plusieurs autres ONG (dont ACF, GOAL et

IMC) ont rejoint les rangs des partenaires coopérants, principalement pour participer aux programmes de supplémentation alimentaire généralisée et ciblée dans la région de Dolo.

44. Des agents sanitaires de l'ARRA gèrent les programmes de supplémentation alimentaire sous le contrôle du personnel du PAM et du HCR, dans tous les camps de réfugiés sauf ceux situés dans la région de Dolo. Des assistants sanitaires communautaires participent au suivi des enfants susceptibles d'être atteints de malnutrition et à leur orientation vers les centres d'alimentation, afin qu'ils soient pesés et admis dans des programmes appropriés.
45. Les activités d'alimentation scolaire sont mises en œuvre en coopération avec le HCR et l'ARRA, sauf dans les camps de réfugiés érythréens (Shimelba et Mai-Aini), où l'exécution est assurée par le Comité international de secours. Dans les camps de Dolo, le PAM distribue des repas scolaires aux enfants d'âge préscolaire et d'âge scolaire en collaboration avec l'ARRA, SC-US et WVI. Ce programme sera étendu afin de permettre à tous les enfants d'âge préscolaire et d'âge scolaire vivant dans les camps de poursuivre leur éducation.

Capacités

46. Le PAM a renforcé sa capacité de gestion de l'assistance alimentaire dans les camps de Dolo en ouvrant une antenne locale à Dolo Ado en 2011 et en y déployant du personnel recruté sur les plans international et national. Il développera les capacités du bureau auxiliaire de Mekele, afin que celui-ci puisse assurer le suivi des trois camps accueillant des réfugiés érythréens, et il mettra en place une antenne locale à Shire (Inda Selassie, dans la région ouest du Tigray) de façon à se rapprocher des camps de réfugiés érythréens. L'antenne locale d'Asosa est en train d'être renforcée pour faire face au récent afflux de réfugiés soudanais. Dans le cadre de la présente IPSR, le PAM élargira ses activités nutritionnelles et renforcera les capacités dans ce domaine dans les camps.
47. Le PAM organise régulièrement des sessions de formation touchant la logistique à l'intention des magasiniers de l'ARRA et des ONG partenaires intervenant dans les camps. Cette formation vise à améliorer la gestion des entrepôts où le PAM stocke les produits alimentaires, ainsi que le système d'établissement des rapports relatifs aux stocks, aux récépissés et aux distributions dans les camps de réfugiés. Le PAM analyse la capacité des entrepôts gérés par l'ARRA ou les ONG, et fournit des lieux de stockage, des palettes et divers équipements supplémentaires, selon les besoins.
48. Pour développer les activités nutritionnelles, le PAM et l'ARRA vont recruter des agents de vulgarisation nutritionnelle dans les communautés de réfugiés. Ils consulteront pour cela les responsables locaux et opèreront une sélection à partir de critères de compétence définis. Ces agents sont reliés aux systèmes de vulgarisation sanitaire existants dans les camps, et leur action est placée sous la supervision et le contrôle de professionnels de la santé et coordonnée avec celle des partenaires. Une formation de perfectionnement sera dispensée régulièrement pour renforcer l'efficacité des interventions nutritionnelles.

Impact sur l'environnement

49. Le PAM travaillera aux côtés du HCR et de l'ARRA pour trouver des ONG à même de mettre en œuvre des activités relatives à la génération de revenus, à la remise en état de l'environnement et à l'accès à des combustibles de substitution, de façon à faire avancer les idées proposées par la mission d'évaluation préalable¹³ de l'initiative SAFE et les ONG. Il fournira des articles non alimentaires destinés aux activités environnementales, notamment des fourneaux à bon rendement énergétique.

50. La plantation d'arbres augmentera la quantité de bois de feu disponible et aidera à réduire l'érosion du sol dans les zones fragilisées par la présence de réfugiés. Des efforts supplémentaires seront consentis pour obtenir des synergies avec les plans de remise en état de l'environnement inscrits dans la composante Gestion des ressources environnementales en vue de favoriser la transition vers des moyens de subsistance durables (MERET) qui figure dans le programme de pays du PAM 200253. Les auteurs de l'évaluation d'impact réalisée conjointement par le PAM et le HCR ont recommandé de reproduire les meilleures pratiques du programme MERET dans les régions fragilisées par la présence de réfugiés.

Logistique

51. Le PAM utilise des camions grands routiers privés pour acheminer les produits alimentaires importés, du port de Djibouti jusqu'aux entrepôts centraux du PAM de Nazareth, Jijiga et Mekele. Les arrangements concernant le transport des aliments achetés localement varient selon les types de produits: le PAM assure le transport des aliments composés entre les entrepôts des fournisseurs et les entrepôts centraux, tandis que les fournisseurs de céréales et de légumes secs s'organisent eux-mêmes pour livrer les denrées aux entrepôts centraux du PAM.

52. Au départ des entrepôts centraux, les produits alimentaires sont acheminés jusqu'aux points de livraison avancés (les camps de réfugiés) dans des camions courte distance privés. Les entrepôts des camps sont gérés par l'ARRA. Au vu des difficultés d'accès par route à la plupart des camps pendant la saison des pluies, des stocks alimentaires pour deux mois sont prépositionnés dans les camps, lorsque les ressources le permettent.

Achats

53. L'intervention en faveur des réfugiés en Éthiopie reçoit principalement des contributions en nature, sous la forme de produits alimentaires. Lorsque les donateurs apportent des contributions en espèces, les denrées alimentaires, comme le Supercereal et certains légumes secs, peuvent être achetées localement, si les prix sont concurrentiels. Dans la mesure du possible, les achats seront effectués auprès de petits paysans associés à l'initiative "Achats au service du progrès" du PAM. Les restrictions imposées par le Gouvernement sur les achats locaux à grande échelle réalisés par des organismes humanitaires peuvent faire obstacle aux achats locaux de céréales.

SUIVI DE LA PERFORMANCE

54. L'état d'avancement de l'IPSR sera surveillé conformément aux directives standard du PAM en matière de suivi et d'évaluation, et aux outils de gestion axée sur les résultats. Les plans de suivi de la performance reposeront sur le cadre logique de l'IPSR, résumé à l'annexe II. Des informations sur le suivi de la mise en œuvre seront fournies dans les rapports mensuels de l'ARRA consacrés aux distributions et aux stocks, rapports qui seront vérifiés par rapprochement avec ceux que les bureaux auxiliaires du PAM établissent pour les camps. La base de données de "suivi axé sur l'action" (ABM)¹⁷ sera progressivement mise en place dans tous les camps d'ici à la fin de la présente IPSR.

¹⁷ ABM est la base de données spécifique du Bureau du PAM en Éthiopie, qui permet de saisir des données sur la mise en œuvre et de les analyser. Elle est gérée de manière décentralisée par les bureaux auxiliaires, afin de répondre rapidement aux problèmes rencontrés sur le terrain et d'analyser les résultats obtenus.

55. Les expéditions de vivres des principales plateformes jusqu'aux points de livraison avancés seront suivies au moyen du Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits (COMPAS), le dispositif du PAM pour la surveillance des livraisons des denrées alimentaires. Le système COMPAS est utilisé dans les entrepôts centraux et les bureaux auxiliaires du PAM de Gambela, Jijiga et Mekele. Les vivres acheminés par des transporteurs privés entre les entrepôts centraux et les points de livraison avancés sont contrôlés et vérifiés par les magasiniers de l'ARRA sur la base des documents de transport. Les données figurant sur ces documents sont saisies par les bureaux auxiliaires du PAM, qui effectuent également un rapprochement entre les quantités de produits alimentaires expédiées par les entrepôts centraux et celles reçues aux points de livraison avancés. Les écarts et pertes éventuels seront mis en évidence et donneront lieu à des mesures immédiates.
56. Les contrôleurs de produits du PAM vérifient régulièrement l'état des entrepôts aux points de livraison avancés et les distributions alimentaires mensuelles aux bénéficiaires. Le bureau de pays propose de recruter des agents de terrain supplémentaires pour renforcer les capacités de suivi et permettre d'élargir et d'accentuer les contrôles.
57. Le HCR, l'ARRA et le PAM mèneront des enquêtes nutritionnelles au moins une fois par an dans chaque camp, et plus fréquemment en cas de signes de dégradation de l'état nutritionnel. Le PAM et le HCR partageront une partie des coûts de ces enquêtes.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE

Risques contextuels

58. La sécheresse qui sévit dans les pays voisins pourrait déstabiliser la production agricole locale, mettre en péril les avoirs et les moyens de subsistance, accroître l'insécurité alimentaire aiguë, et pousser de plus en plus de réfugiés à franchir la frontière pour gagner des camps en Éthiopie. L'insécurité persistante en Somalie et au Soudan peut également se traduire par une accélération de l'afflux de réfugiés.
59. Sur le plan de la sécurité, la situation est suivie de près à l'intérieur et aux abords des camps de réfugiés, car ces camps sont installés à proximité des frontières, dans des régions de conflit où le risque d'insécurité est très élevé. La question non résolue de la frontière avec l'Érythrée peut présenter des risques supplémentaires pour l'intervention. Il existe aussi un risque d'intensification des tensions en provenance d'autres voisins, comme la Somalie et les États soudanais du Nil bleu et du Kordofan méridional. Si les conditions de sécurité se dégradent, l'accès aux populations risque d'être réduit, ce qui perturberait les activités d'appui logistique et de suivi.
60. Pour surveiller l'évolution de la situation des réfugiés, le bureau de pays communique avec les bureaux du PAM et du HCR dans les pays voisins. Le PAM participe à la planification régulière des interventions en cas d'urgence, en collaboration avec le HCR et l'ARRA. Le bureau de pays fait partie d'un groupe interorganisations de planification des interventions en cas d'urgence, qui est coordonné par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires; le PAM dispose d'un plan d'intervention en cas d'urgence spécifique susceptible d'être utilisé au cas où se produirait soudainement un afflux massif de réfugiés, sur la base de cette planification interorganisations. Si nécessaire, le PAM ajustera la présente IPSR au moyen d'une révision budgétaire.

Risques programmatiques

61. La faible capacité dont dispose le Gouvernement pour, notamment, stocker les produits alimentaires, les distribuer et établir des rapports risque d'entraîner des défauts d'efficacité. Le PAM développe les capacités de l'ARRA par la formation et le renforcement des partenariats noués avec des ONG. Il se sert de la base de données ABM et appuie les systèmes d'alerte rapide aux niveaux local, régional et fédéral.
62. L'efficacité de l'assistance du PAM dépend aussi de la capacité d'exécution des partenaires. Un approvisionnement insuffisant en articles non alimentaires essentiels et en eau, ou encore des carences dans la prestation des services de santé, pourraient avoir des répercussions défavorables sur les interventions alimentaires et l'état nutritionnel général des réfugiés.

Risques institutionnels

63. Le sous-financement de cette IPSR en faveur des réfugiés constitue un risque majeur, surtout à mesure que se dissipe l'attention accordée par les médias du monde entier à la situation d'urgence qu'a connue la corne de l'Afrique en 2011. Les réfugiés des camps sont en grande partie tributaires de l'assistance alimentaire de la communauté internationale, ce qui fait que les éventuels problèmes ou retards dans les distributions auraient de graves effets néfastes sur l'état nutritionnel et sanitaire de ces populations et sur leur survie. Le PAM et ses partenaires, en particulier le HCR, uniront leurs efforts pour informer les donateurs sur les besoins des réfugiés.

SÉCURITÉ

64. Les camps de réfugiés de Beneshangul Gumuz, Gambela et Tigray se trouvent dans des zones classées au niveau 3 ("modéré") du système de niveaux d'insécurité des Nations Unies; ceux de la région Somali (Sherkole) sont classés au niveau d'insécurité 4 ("substantiel"). Les camps de réfugiés de l'ouest se situent dans des zones reculées où les routes sont en mauvais état, les installations médicales inadéquates et les incidents de sécurité fréquents. En dépit de la persistance de hauts niveaux d'insécurité dans la majeure partie de la région Somali d'Éthiopie, les zones qui jouxtent les camps de réfugiés ne sont pas actuellement sous une menace immédiate.
65. Les coordonnateurs de secteur (sécurité) des Nations Unies à Gambela, Jijiga et Mekele évaluent régulièrement la sécurité et délivrent les habilitations de sécurité à l'échelle locale. Tous les bureaux du PAM en Éthiopie respectent les normes minimales de sécurité opérationnelle et de sécurité des télécommunications. Les bureaux sont équipés de troussees médicales et de troussees d'urgence, et les véhicules de terrain sont équipés de radios et de matériel de premier secours. Des téléphones par satellite sont mis à disposition dans les bureaux situés dans les zones classées au niveau 3 du système de niveaux d'insécurité des Nations Unies. La salle de radio du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies à Addis-Abeba assure un contact radio 24 heures sur 24 avec les véhicules de terrain et les antennes locales, tout comme le font les salles de radio du PAM à Gambela et à Jijiga. La salle de radio du bureau de pays assure un contact radio pendant la journée.
66. Tous les agents de terrain du PAM en Éthiopie ont reçu une formation aux radiocommunications et à la sécurité. Dans les zones où les déplacements exigent une escorte militaire, les transporteurs privés ne livrent les produits alimentaires du PAM que lorsque cette escorte est fournie.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	266 316	84 958 180	
Légumes secs	24 659	16 562 051	
Huile et matières grasses	15 412	24 087 648	
Aliments composés et mélanges	38 750	33 319 561	
Autres	13 022	14 276 971	
Total, produits alimentaires	358 158	173 204 411	
Total partiel, produits alimentaires			173 204 411
Transport extérieur			34 769 449
Transport terrestre, entreposage et manutention			54 233 530
Autres coûts opérationnels directs			5 757 349
Coûts d'appui directs ² (voir annexe I-B)			16 408 143
Total des coûts directs pour le PAM			284 372 883
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			19 906 102
COÛT TOTAL POUR LE PAM			304 278 984

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	6 291 015
Personnel local – Administrateurs recrutés sur le plan national	378 600
Personnel local – Agents des services généraux	2 244 900
Personnel local – Personnel temporaire	575 325
Personnel local – Heures supplémentaires	33 036
Primes de risque et de sujétion	731 412
Consultants internationaux	162 000
Consultants locaux	108 000
Volontaires des Nations Unies	165 000
Services de conseil	20 000
Voyages officiels du personnel	2 357 055
Total partiel	13 066 343
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	36 000
Charges (électricité, etc.)	96 000
Fournitures de bureaux et autres consommables	72 000
Services de communication	193 200
Réparation et entretien du matériel	25 200
Exploitation et entretien des véhicules	1 036 800
Installation des bureaux et réparations	652 000
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	60 000
Total partiel	2 171 200
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Location de véhicules	489 600
Matériel de communication	207 000
Dépenses locales de sécurité	474 000
Total partiel	1 170 600
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	16 408 143

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 1 du PAM: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
Effet direct 1.1 Amélioration de la consommation alimentaire des ménages de réfugiés au cours de la période d'assistance. Objectif spécifique: permettre aux réfugiés d'atteindre un niveau minimal de sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable Cible: 70 %	Risque: les médias internationaux n'accordent plus la même attention à la crise en cours dans la corne de l'Afrique Hypothèse: les partenaires (Gouvernement, organismes des Nations Unies et ONG) maintiennent leur engagement en faveur de la lutte contre l'insécurité alimentaire des communautés et populations de réfugiés
Produit 1.1.1 Produits alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante dans les camps de réfugiés aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Effectifs de réfugiés (femmes, hommes, filles et garçons) recevant des produits alimentaires, en pourcentage des chiffres prévus Cible: 100 % <ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type et en pourcentage de la quantité prévue Cible: 100 % <ul style="list-style-type: none"> ➤ Produits alimentaires livrés à tous les camps au plus tard le dernier jour du mois précédant la distribution des vivres Cible: 100 % dans tous les camps et durant tous les mois prévus	Risques: les partenaires coopérants et les communautés de réfugiés n'ont pas les moyens requis pour distribuer les secours d'urgence en temps voulu La sécurité se dégrade dans les zones avoisinant les camps de réfugiés Hypothèse: les donateurs et la communauté internationale souhaitent financer de manière adéquate cette IPSR en faveur des réfugiés
Produit 1.1.2 Participation accrue des femmes dans les comités chargés de la gestion/distribution des vivres	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de femmes dans les comités chargés de la gestion/distribution des vivres Cible: > 40 %	Risques: les femmes réfugiées ne souhaitent pas participer aux activités des comités de gestion des vivres, et/ou en sont dissuadées par les hommes La violence sexiste, et en particulier la violence domestique, fait obstacle à la participation des femmes aux activités des comités de gestion des vivres Hypothèse: les femmes réfugiées ont assez de temps pour prendre part aux activités des comités



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Effet direct 1.2 Traitement et réduction de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que chez d'autres personnes vulnérables dans les populations de réfugiés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/taille), en pourcentage Cible: taux de malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6 à 59 mois < 15 % ➤ Taux de récupération des enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition Cible: proportion d'enfants rétablis après traitement de la malnutrition aiguë modérée > 75 % 	<p>Hypothèses: les partenaires fournissent l'assistance non alimentaire requise pour contribuer à l'amélioration des taux de malnutrition Les donateurs mettent à disposition les ressources adéquates en temps voulu Aucune épidémie majeure n'éclate dans les camps Les activités complémentaires du HCR dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement sont financées de manière appropriée</p>
<p>Produit 1.2.1 Rations de supplémentation à emporter de qualité distribuées aux groupes cibles en quantité suffisante</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'enfants de moins de 5 ans, de femmes enceintes et de mères allaitantes ainsi que d'autres personnes vulnérables recevant des rations de supplémentation à emporter, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100 % ➤ Quantités d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage des chiffres prévus Cible: 100 % 	<p>Risque: les routes conduisant aux camps sont correctement entretenues Hypothèses: l'accès aux camps n'est pas compromis par l'insécurité Les effectifs de réfugiés sont vérifiés périodiquement Les donateurs mettent à disposition les ressources adéquates en temps voulu</p>
<p>Produit 1.2.2 Meilleure connaissance chez les femmes réfugiées des modes d'alimentation des nourrissons, des habitudes alimentaires et de la nutrition</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes recevant une formation et des messages sur les modes d'alimentation des nourrissons, les habitudes alimentaires et la nutrition, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100 % 	<p>Risques: les agents de vulgarisation nutritionnelle dans les camps de réfugiés n'ont pas assez de temps pour faire passer les messages nutritionnels et assurer la formation La violence sexiste dissuade les femmes de participer aux séances de formation et de sensibilisation Hypothèses: les femmes réfugiées souhaitent participer aux séances de formation et de sensibilisation Des agents de vulgarisation nutritionnelle sont présents en nombre suffisant au sein des populations de réfugiés</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

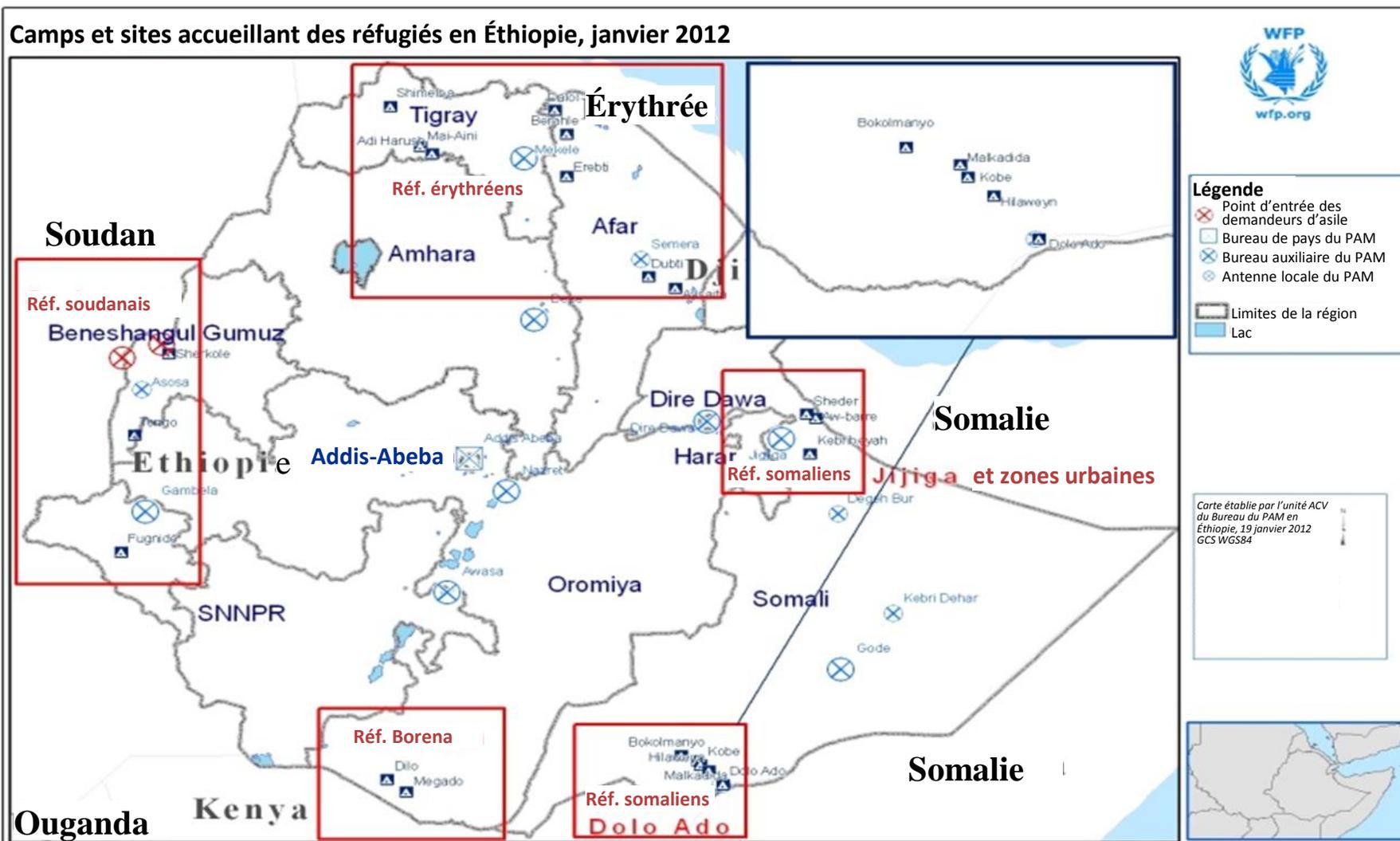
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 3 du PAM: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition		
Effet direct 3.1 Diminution du retard de croissance chez les enfants réfugiés ciblés (ne concerne que l'intervention pilote utilisant le supplément alimentaire à base de lipides)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans (rapport taille/âge), en pourcentage, ventilée par sexe Cible: pour moins de 44 % des enfants de moins de 2 ans, l'écart réduit du rapport taille/âge est inférieur à 2	Risque: les bénéficiaires ne jugent pas les produits nutritionnels spéciaux acceptables Hypothèses: aucune épidémie majeure n'éclate dans les camps Le HCR et les partenaires ont des ressources suffisantes pour continuer à administrer les centres de santé et d'alimentation L'utilisation à titre expérimental de micronutriments en poudre entraîne un recul de l'anémie
Produit 3.1.1 Produits nutritionnels spéciaux de qualité distribués en quantité suffisante aux enfants de moins de deux ans, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'enfants de moins de deux ans, de femmes enceintes et de mères allaitantes recevant des produits nutritionnels spéciaux, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100 % <ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage des chiffres prévus Cible: 100 %	Hypothèses: les centres de nutrition sont administrés par un nombre suffisant d'employés qualifiés d'organismes partenaires Les donateurs fournissent des ressources suffisantes en temps voulu pour compenser les hausses des prix des carburants et des produits alimentaires
Effet direct 3.2 Stabilisation du taux de scolarisation des enfants réfugiés, filles et garçons, dans les maternelles et les autres écoles bénéficiant d'une assistance du PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux moyen annuel de variation des effectifs de filles et de garçons scolarisés Cible: accroissement de 5 % par an <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de maintien à l'école des filles et des garçons Cible: > 80 %	Hypothèses: le HCR fournit régulièrement des ressources suffisantes à l'appui des activités complémentaires, et les écoles reçoivent des articles non alimentaires Le rapatriement des réfugiés ne cause pas de perturbations majeures dans les écoles et est maîtrisé par le HCR



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 3.2.1 Aliments de qualité distribués en quantité suffisante aux filles et aux garçons scolarisés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de réfugiés, filles et garçons, recevant des rations alimentaires à l'école, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100 % ➤ Quantité de produits alimentaires distribués à l'école, par type et en pourcentage des chiffres prévus Cible: 100 % ➤ Nombre d'écoles dans les camps bénéficiant d'une assistance du PAM, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100 % 	<p>Hypothèses: les articles non alimentaires nécessaires pour préparer et servir les aliments sont disponibles dans toutes les écoles en quantité suffisante et dans des conditions adaptées</p> <p>Du personnel formé est disponible en nombre suffisant pour assurer la préparation et le service quotidien des aliments</p> <p>L'eau et le combustible sont disponibles en quantités suffisantes</p> <p>Les donateurs fournissent en temps voulu les ressources adéquates</p>
<p>Effet direct 3.3 Amélioration de l'accès des communautés ciblées aux avoirs dans les situations précaires de transition</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des communautés en matière d'avoirs Cible: à déterminer à l'issue de l'enquête de référence effectuée au début de l'intervention 	<p>Risque: les communautés d'accueil empêchent les communautés de réfugiés de participer aux activités de création d'avoirs communautaires</p> <p>Hypothèse: les communautés et ménages de réfugiés s'intéressent de plus en plus à la création d'avoirs communautaires</p>
<p>Produit 3.3.1 Moyens de subsistance élaborés, construits ou remis en état par les réfugiés, individuellement et collectivement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de ménages de réfugiés participant à des activités génératrices de revenus, par type d'activité et par sexe, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100 % ➤ Nombre d'avoirs communautaires créés ou remis en état par les populations de réfugiés ciblées, individuellement et collectivement, par type et en pourcentage du nombre prévu Cible: 100 % 	<p>Risque: les activités génératrices de revenus auxquelles les communautés et ménages de réfugiés peuvent participer sont rares</p> <p>Hypothèse: des fonds alloués par des donateurs sont disponibles pour appuyer les activités génératrices de revenus et les interventions visant à régénérer l'environnement</p>

CARTE DES CAMPS ET SITES ACCUEILLANT DES RÉFUGIÉS EN ÉTHIOPIE



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ABM	suivi axé sur l'action
ACF	Action contre la faim
ARRA	Administration éthiopienne chargée des réfugiés et des rapatriés
COMPAS	Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IMC	International Medical Corps
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
MERET	Gestion des ressources environnementales en vue de favoriser la transition vers des moyens de subsistance durables
ONG	organisation non gouvernementale
SAFE	Initiative pour un accès sans risque au bois de feu et à d'autres sources d'énergie
SC-US	Save the Children États-Unis d'Amérique
WVI	World Vision International